

Questions orales

Des voix: Oh, oh!

M. Baldwin: ... la plupart des ministres d'un gouvernement responsable présenteraient ou déposeraient les documents la veille d'une conférence.

Des voix: Bravo!

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, il y a deux jours j'ai expliqué au chef de l'opposition quelles étaient mes réserves à ce moment-là, mais je me rends compte que M. l'Orateur essaie de découvrir qui est le critique financier de l'opposition.

M. l'Orateur: J'accorde une question supplémentaire au député de Don Valley.

M. Gillies: Monsieur l'Orateur, je me demande si on pourrait répondre à ma question.

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, l'honorable député et moi-même avons déjà eu l'occasion de discuter du bien-fondé des objectifs.

L'hon. M. Hellyer: Oui, mais vous n'avez pas répondu.

M. Gillies: Nous en avons en effet déjà discuté, monsieur l'Orateur, mais je veux maintenant savoir si le gouvernement est d'avis qu'il est possible d'établir une politique économique saine sans définir des objectifs précis.

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur ...

M. l'Orateur: A l'ordre. Le ministre tient sans doute à répondre, mais je prétends qu'on ne devrait pas poser une question de ce genre maintenant ni y répondre.

LA COORDINATION DES EMPRUNTS DES PROVINCES

M. Allan Lawrence (Northumberland-Durham): Monsieur l'Orateur, pour être plus précis, étant donné l'inquiétude souvent manifestée du ministre, et je crois qu'elle est justifiée, au sujet des emprunts provinciaux à l'étranger, voudrait-il nous dire aujourd'hui si certains progrès ont été réalisés à la suite de la proposition qui lui a déjà été faite concernant d'offrir certains avantages concrets aux provinces pour les inciter à emprunter davantage au Canada?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, j'ai répondu à la question du député, lorsque son chef l'a posée il y a deux jours et j'ai alors signalé que nous avons établi un centre d'information pour les besoins en capital des provinces ...

L'hon. M. Stanfield: C'est plus que ce que nous avons obtenu à la Chambre.

L'hon. M. Turner: ... Je n'ai pas encore persuadé les provinces de coordonner leurs besoins en capitaux sur les marchés canadiens et étrangers, mais c'est un sujet qui sera discuté à nouveau jeudi ou vendredi.

M. Lawrence: Le gouvernement va-t-il lui-même établir des mécanismes pour assurer les provinces qu'elles peuvent obtenir des fonds suffisants au Canada, à des taux d'intérêts égaux à ceux de l'étranger?

[M. Baldwin.]

L'hon. M. Turner: Monsieur l'Orateur, je crois que le marché canadien, au cours des six derniers mois, surtout depuis que j'ai présenté cette proposition aux provinces, a été suffisamment souple et fertile pour les besoins d'emprunt des provinces. En réalité, elles ont emprunté beaucoup moins à l'étranger depuis le premier semestre de l'an dernier.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LES DROITS AMÉRICAINS FRAPPANT LES PNEUS MICHELIN FABRIQUÉS AU CANADA—LA NOTE DE PROTESTATION ET LA RÉPONSE

M. Edward Broadbent (Oshawa-Whitby): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de l'Industrie et du Commerce. Étant donné la possibilité de répercussions graves de la récente décision américaine d'imposer un droit spécial sur les pneus Michelin, et la nécessité de faire renverser cette décision, le ministre voudrait-il déposer à la Chambre la lettre de protestation envoyée aux États-Unis par le gouvernement canadien et par la même occasion, déposer la réponse, s'il en est?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, je profite de cette occasion pour clarifier une réponse que j'ai donnée hier au député. Une note officielle a été envoyée au gouvernement américain l'été dernier. Il y a eu des instances ...

M. Broadbent: L'été dernier!

L'hon. M. Gillespie: Des instances ont été présentées depuis lors, et une note officielle sera envoyée très prochainement. Je verrai si cette note doit être rendue publique.

M. Broadbent: Puisque le ministre a attendu presque deux semaines avant d'agir, peut-il donner à la Chambre l'assurance qu'il envisagera de déposer cette note? Également, puisque je crois que l'on a envoyé une lettre de protestation au GATT, ou du moins que le gouvernement envisage de le faire, peut-il s'engager vis-à-vis de la Chambre à ce que le texte exact de cette protestation soit déposé?

L'hon. M. Gillespie: Monsieur l'Orateur, je prendrai également cette question en considération.

* * *

L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE

L'ASSASSINAT D'UN AGENT DE POLICE—LE PROJET DE RÉFORME DU CAUTIONNEMENT

M. Erik Nielsen (Yukon): Monsieur l'Orateur, ma question d'adresse au solliciteur général et est suscitée par le récent décès de l'agent James Lothian à Toronto ainsi que d'autres décès et tentatives de meurtre qui ont eu lieu au Canada. Considérant que le moral de nos corps policiers baisse rapidement, le ministre envisage-t-il une révision de la loi sur la réforme du cautionnement qui, de l'avis des corps policiers en question, provoque ces regrettables incidents?